

**ABOUDJERRA SOLTANI N'A PAS PEUR DU RIDICULE****«Nous ferons de l'opposition après les législatives»**

**Le président du Mouvement de la société pour la paix (MSP) compte remporter 30% des sièges de l'APN lors des élections du 17 mai prochain. Soltani prévoit de ranger sa formation dans le camp de l'opposition au lendemain de ces échéances.**

**Tarek Hafid - Alger (Le Soir)** - Mais c'est une opposition d'un style nouveau que devra intégrer ce parti puisque son premier responsable ne compte pas lui faire quitter pour autant l'Alliance présidentielle et le gouvernement.

«En fait, nous aurons un pied qui sera à 70% dans l'opposition et l'autre à 30% dans l'Alliance et le gouvernement. Le MSP sera alors comme l'équilibriste sur son fil», a indiqué Aboudjerra Soltani qui était, jeudi, l'invité du Forum de la Chaîne II de la radio publique.

Cette opposition Soltani la veut «pacifique» car, selon lui, «les Algériens en ont assez de la violence». «Notre parti se tient aux côtés du pouvoir de 1991 à 2004. Pourtant, tout le

monde se souvient de l'interdiction faite à Mahfoud Nahnah de se présenter aux élections présidentielles de 1999 sous prétexte qu'il n'avait pas participé à la guerre de Libération. Le MSP a toujours été lésé par la fraude durant toutes les élections.

Cette fraude ne nous a jamais permis de savoir avec exactitude notre électoral», a-t-il précisé en ajoutant que le MSP devrait rafler 30% des sièges de l'Assemblée, soit plus du triple que ce qu'il dispose actuellement. Sauf qu'en remportant un score aussi important, le MSP deviendrait la seconde force politique au sein de l'Alliance présidentielle, juste devant le RND d'Ouyahia. «Oui, c'est une réalité», dira



Soltani avec assurance. Au sujet de cette alliance qui s'est tissée autour de Abdelaziz Bouteflika, Soltani a annoncé qu'elle prendra fin en 2009.

«Cette alliance restera en vigueur jusqu'à la fin du

mandat de 2009. Les trois partis qui la composent devront, par la suite, dresser le bilan de ces cinq années d'activités.

S'il est positif, nous ferons en sorte de l'élargir à d'autres formations poli-

tiques. Mais nous y mettrons fin si le bilan est négatif.» Il y a lieu de relever que Soltani fait clairement allusion à la fin de fonctions de Bouteflika une fois le mandat de ce dernier achevé. Il n'est donc nullement ques-

tion de troisième mandat. Revenant sur son passage au tribunal criminel de Blida, où il a été entendu en qualité de témoin dans le cadre de l'affaire Khalifa, Aboudjerra Soltani a une nouvelle fois enfoncé le patron de l'UGTA. «J'ai démontré devant ce tribunal que je n'avais aucune relation historique avec ce scandale.

Durant les 17 mois que j'ai passés à la tête du ministère du Travail, aucune caisse relevant de ce département n'a effectué de transfert vers El-Khalifa Bank.

La personne qui a donné l'ordre d'effectuer l'un des transferts (celui de la Cnas) a reconnu devant la justice avoir fait un faux.»

Soltani a déclaré être prêt à réitérer ses déclarations devant la Cour suprême, cette haute juridiction ayant ouvert une enquête sur les personnalités impliquées dans l'affaire Khalifa.

T. H.

**DECLARATION****DU CDDR****Verdict scandaleux et justice à deux vitesses !**

M. Mohamed Tounsi, moudjahid de 70 ans, ancien chef de patriotes, a été condamné en appel à la prison à vie, alors qu'il avait été condamné à vingt ans lors d'un premier jugement, pour avoir abattu un chef terroriste "repenti" qui l'avait menacé de mort à plusieurs reprises.

Ce verdict scandaleux constitue en fait la condamnation de tous les patriotes qui ont sacrifié leur vie pour la République et la démocratie, dont feu Cheikh El Mokhfi et tous les agents des forces de sécurité et citoyens tombés au champ d'honneur sous les balles et les lames terroristes.

Ce verdict interpelle toutes les organisations des moudjahidines, des fils de chahid et de moudjahidine, qui furent si prompts et diligents pour appeler à une participation massive à des joutes électorales dont les résultats sont connus d'avance comme d'habitude ! Certes, la loi du talion est inacceptable dans un véritable Etat de droit, respectueux des Droits de l'homme, au sens plein du terme.

Cependant, un tel acte de justice relance nécessairement le débat sur le concept de "réconciliation" qui ne peut être ni décrétée ni "égalisée" par un vote parlementaire programmé ou un référendum préfabriqué. La réconciliation est l'affaire des familles de victimes du terrorisme intégriste islamiste, mais également celle de la justice qui doit juger et condamner des terroristes aux mains pleines de sang d'innocentes victimes ; seules les familles des victimes ont le droit de pardonner.

Cette question est plus que jamais à l'ordre du jour au plan international, des pays comme l'Afrique du Sud ou le Rwanda ayant montré le chemin. En même temps, l'inquiétude grandit davantage en Algérie, quand on apprend que quinze mouvements islamistes, en marge du 5e congrès de la Fondation mondiale d'El Qods, ont pris part, à l'initiative du MSP, à une conférence sur "les islamistes et la participation au pouvoir". Tous ont fait de la prise du pouvoir l'objectif ultime de leur politique, le MSP déclarant faire partie du gouvernement mais non du pouvoir !

Mais, où est donc cette Algérie dont rêvaient les déclencheurs du 1<sup>er</sup> Novembre 1954, les organisateurs du congrès de la Soummam, et les martyrs de la Révolution. Cette Algérie, mecque des révolutions, acteur essentiel du mouvement des non-alignés et de la lutte pour un nouvel ordre économique mondial reposant sur le progrès et la modernité.

Alger, le 28 mars 2007  
Le bureau national du CDDR

**UNEA****Tenue du 11<sup>e</sup> congrès national**

Les travaux du 11<sup>e</sup> congrès de l'Union nationale des étudiants algériens (UNEA) se sont ouverts jeudi en présence de nombreuses personnalités. Parmi elles, des ministres de la République, le secrétaire général du FLN, les ambassadeurs de la Palestine et du Sahara occidental, ainsi que le président de l'APN et des parlementaires. Au cours d'une allocution d'ouverture, les responsables de l'organisation estudiantine ont rappelé que l'UNEA a toujours été une force de proposition qui travaille pour le salut de l'élite des apprenants mais aussi pour le bien de la République. La tenue de ce 11<sup>e</sup> congrès est une étape cruciale tant cela coïncide avec une entrée effective dans la phase du troisième millénaire. L'orateur a rappelé le rôle joué par l'organisation dans les différentes étapes traversées par l'universi-

té, mais aussi à une échelle de responsabilités plus importantes. S'adressant à la jeune génération, le conférencier a mis en exergue la responsabilité de prendre le flambeau que leur léguent les aînés de l'organisation.

La préservation des acquis a également été soulignée, notamment la démocratisation et la gratuité de l'enseignement. Il a, en outre, été recommandé au parterre des étudiants d'œuvrer pour défendre l'UNEA par les moyens pacifiques, de même que l'accent a été mis pour le maintien de la stabilité des rangs. Invité à prononcer un discours, Abdelaziz Belkhadem, secrétaire général de FLN et chef du gouvernement, a suscité l'ovation de l'assistance lorsqu'en s'adressant à ces derniers, il précisera que "vous êtes la relève d'une organisation noble". Belkhadem qualifiera les étu-

dians de la crème de la société et exhortera ces derniers à conjuguer le savoir à l'éducation, «car sans les bonnes valeurs, le savoir ne pourra pas être apprécié à sa juste valeur.

Revenant à l'action syndicale, le SG du Front de libération nationale a demandé aux militants de l'UNEA d'essayer de dépasser le cadre des revendications matérielles «même si cela fait partie des prérogatives du syndicat» et de s'impliquer davantage dans les affaires du pays et œuvrer à l'éveil de la population. Assurément réceptifs aux suggestions de Belkhadem, le parterre d'étudiants n'a pas manqué d'exprimer son adhésion à cette vision par des salves d'ovations. Les travaux du 11<sup>e</sup> congrès ont alors été entamés, en attendant les recommandations finales.

N. M.

**THEME JEUDI D'UN DEBAT PHILOSOPHIQUE****Entre le savoir et le pouvoir, des rapports complexes**

A l'initiative du quotidien *El Watan*, un débat scientifique et philosophique de haute facture s'est tenu, jeudi dernier, à l'Algerian Business Center (hôtel Hilton à Alger) sur la problématique du savoir, des savoirs, et du pouvoir, des pouvoirs. Débattant de la thématique «le savoir et le pouvoir : quels régimes de vérité pour la cité ?», deux universitaires, le sociologue algérien Ali El Kenz et le politologue français Pierre Favre ont évoqué, devant une assistance fort nombreuse, les rapports complexes, ambivalents et conflictuels entre le savoir, au sens de la science, et le pouvoir, au sens politique.

Une problématique cernée notamment en termes d'embrications multiples entre la science et le pouvoir, comment le politique, le religieux, voire l'économique, perçoivent-ils le savant et l'utilisent, comment le savant perçoit également le politique et agit à son

égard, mais aussi comment l'expert est-il perçu par le politique et influence-t-il la prise de décision. Pour le sociologue Ali El Kenz, le politique agit envers le scientifique, la vérité, en fonction de sa perception de la «dangerosité» de cette vérité par rapport à sa perception de l'intérêt public et à sa «vérité».

En précisant que tout système de valeurs et croyances peut être remis en cause, encore faudrait-il au remettant en cause d'avoir la capacité, le pouvoir, de le changer. Les deux universitaires ont traité également de l'évolution du rôle et de la hiérarchisation des sciences, les sciences sociales et en particulier la science politique, les sciences exactes, fondamentales et appliquées, ainsi que du pouvoir de la science et du pouvoir dans la science. Voire du droit du scientifique de faire de la politique, le politologue Pierre Favre qui a traité

dans son intervention de la raison d'être de la science politique et du concept de la neutralité axiologique, le chercheur en science politique devant rester neutre par rapport à la pratique politique, a observé que cette neutralité est cependant toute relative.

En liant également entre la praxis politique, la gouvernance et la prévoyance, le rôle de l'homme politique étant nécessaire et légitime pour la prise de décisions dans l'urgence et l'intellectuel devant contribuer à restituer à l'action politique sa légitimité. Des questionnements posés à l'aune de l'histoire, à travers des cas concrets, dans le monde et en Algérie, avec en filigrane la nécessité d'encourager la discussion rationnelle au sein de la société, d'y partager les normes universelles et d'y construire ensemble la vérité ou les vérités.

Chérif Bennaceur